

LA FORMATION sur mesure



Master - MR14901A

Droit de l'entreprise

Public concerné

Collaborateurs de PME-PMI, TPE, juristes, professionnels souhaitant obtenir une qualification leur permettant d'intégrer le service juridique d'une entreprise ou d'une institution, dirigeants d'entreprise, assistants juridiques.

Modalités d'accès

Le master est accessible après admission sur dossier et entretien :
En 1re année :

- aux personnes possédant une expérience professionnelle de 12 mois (dans le domaine du droit des affaires, de la fiscalité ou du droit social, y compris RH et droit syndical) et titulaires d'un diplôme bac+3 (licence Cnam, licence universitaire ou diplôme de niveau II dans un domaine compatible avec la spécialité du master ou par la validation des études supérieures - VES). Si l'expérience professionnelle a été acquise au cours d'un contrat en alternance en L3 ou licence professionnelle, l'élève est tenu de réaliser un stage d'une durée minimale de 6 mois au cours de la première année du diplôme.

- par la validation des acquis de l'expérience (VAE/VAPP).

En 2e année :

- aux personnes possédant une expérience professionnelle de 12 mois* et titulaires d'un bac+4, M1 ou diplôme équivalent, détenteurs du diplôme d'établissement Cnam Responsable juridique (DIE06) ou par la validation des études supérieures (VES) ;
- par la validation des acquis de l'expérience (VAE/VAPP).

Objectifs

Acquérir une vision globale du droit dans l'entreprise (compétences en droit social, droit des affaires, droit des nouvelles technologies, droit fiscal, droit des contrats, etc.) ;

Apporter les compétences juridiques transdisciplinaires nécessaires en droit de l'entreprise afin de répondre à un réel besoin des entreprises ;

Acquérir les compétences nécessaires pour anticiper les risques éventuels de contentieux, conseiller et accompagner au quotidien les chefs d'entreprise, les syndicats et les autres partenaires socio-économiques privés ; apporter une aide à la décision ;

Former des professionnels polyvalents capables de négocier des contrats complexes et d'accompagner les entreprises dans la transformation digitale.

Compétences visées

- Mettre en place une veille juridique et réglementaire dans tous les domaines du droit de l'entreprise et élaborer des indicateurs fiables permettant une diffusion et une mise en application opérationnelle ;
- Interpréter, appliquer les nouveaux textes et les évolutions de la législation ; analyser la jurisprudence et l'appliquer dans l'organisation ;

- Accompagner et conseiller les dirigeants et managers dans les projets de développement de l'entreprise ;
- Élaborer des diagnostics et proposer des solutions juridiques en cohérence avec la stratégie de l'entreprise ;
- Coordonner et encadrer les projets impliquant des changements d'ordre juridique (licenciements, plans sociaux, fusions, etc.) ;
- Concevoir et rédiger des documents juridiques (internes et externes) : règlements, notes de service, cahiers des charges, synthèses, bilans, déclarations fiscales ; assurer l'exécution d'une convention ;
- Piloter des projets en matière de politiques sociales ; analyser les enjeux sociaux et proposer des orientations adaptées.

Tarifs

- M1 (tarif individuel) :

- UE à 2 crédits : 60 € - UE à 4 crédits : 120 €
- UE à 6 crédits : 180 € - UA : 180 €

- M2 :

- Tarif individuel : 3000 € pour l'ensemble des UE du M2 à préparer sur une durée de deux ans (soit 1 500 €/année de scolarité). Les UE non validées sur cette période seront à financer en sus.
- Tarif entreprises : 6000 € pour l'ensemble des UE du M2 à préparer sur une durée de deux ans (soit 3000 €/année de scolarité). Les UE non validées sur cette période seront à financer en sus.

Méthodes mobilisées, procédés pédagogiques

Le diplôme est composé d'unités d'enseignements (UE).

Ces UE sont composées d'un enseignement magistral enrichi de cas pratiques ou d'exercices de mise en situation professionnelle.

Délai d'accès

Dépôt des dossiers à partir d'avril, et inscription en septembre.

Les UE sont proposées de septembre à juin avec une entrée en septembre (1er semestre) ou en janvier (2nd semestre).

Perspectives professionnelles

- Responsable juridique dans une PME
- Conseiller en droit des affaires
- Conseiller en droit fiscal d'entreprise
- Juriste au sein d'une organisation
- Dirigeant et cadre de direction
- Conseiller en droit social

Déroulement de la scolarité

Les unités d'enseignement du M1 se capitalisent au rythme du bénéficiaire. Les unités d'enseignement du M2 sont accessibles après validation du M1. **Le M2 se prépare sur une durée de deux ans.** Possibilité de financer en sus les UE du M2 non obtenues sur cette période.

Blocs de compétences du Master finançables par le CPF
La totalité du M2 est finançable par le CPF avec les blocs suivants :

- RNCP34225BC01 : Exercer aux fonctions de « délégué à la protection des données » et de « référent protection des données »
- RNCP34225BC02 : Conseiller et accompagner les entreprises dans toutes leurs problématiques liées à la législation du travail et la gestion sociale
- RNCP34225BC03 : Conseiller et accompagner les entreprises en matière de stratégie juridique et fiscale et veiller à la légalité de ses actions.

Master 1 Droit de l'entreprise		
Code UE	Intitulé de l'UE	Crédits
UE obligatoires		
DRT214	Dossiers de jurisprudence en droit de l'entreprise	4
ANG330	Anglais professionnel	6
DRA107	Droit pénal des affaires	4
DRA118	Droit du financement des entreprises	4
DRF114	Droit fiscal : imposition du résultat de l'entreprise	6
DRF115	Droit fiscal : TVA et imposition du capital	4
DRS208	Droit du travail approfondi, évolutions récentes, aspects individuels et collectifs	4
DRS107	Responsabilité civile et pénale de l'employeur et du salarié	6
DRS210	Droit et discriminations : agir contre les discriminations	2
PPS202	Solidarité et protection sociale	4
DNT104	Droit du numérique	4
UADROP	Expérience professionnelle et rapport d'activité	12
Total		60

Master 2 Droit de l'entreprise		
Code UE	Intitulé de l'UE	Crédits
UE obligatoires		
DRT211	Séminaire méthodologique	4
DRA208	Droit en anglais: sources et raisonnement en <i>common law</i>	2
DRA204	Techniques juridiques de la transmission d'entreprise	4
DRA120	Droit des difficultés des entreprises	4
DRA207	Les modes alternatifs de résolutions des différends	4
DRS207	Clinique du droit, approche professionnelle	4
DRS205	Droit du travail approfondi	4
DRS204	La personne et le droit de l'entreprise	2
DRS203	Droit du travail et droits de la personne (droits de l'homme dans le travail)	2
1 UE de droit du numérique à choisir parmi :		
DNT201	Droit de la propriété intellectuelle dans l'environnement numérique	4
DNT108	Droit de la cybersécurité	6
1 UE à choisir parmi :		
DRF200	Droit fiscal approfondi	4
DRS206	Droit de la protection sociale approfondi	4
1 UE à choisir parmi :		
CFA234	Gouvernance et responsabilité sociale des entreprises	6
DRA206	La gestion du patrimoine du dirigeant et de l'entreprise	6
1 UA pour le mémoire de recherche		
UADROQ	Mémoire	16
Total		60

- droit social
- droit affaires / fiscal
- droit du numérique

Responsables
Maria-Beatriz Salgado
Marie Mercat-Bruns

Depuis décembre 2021, le Cnam est certifié Qualiopi pour l'ensemble des entités de formation de l'établissement public, et pour les quatre types d'actions couvertes par cette certification :

le cnam



■ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La certification qualité a été délivrée au titre des catégories d'actions suivantes :
ACTIONS DE FORMATION
BILANS DE COMPÉTENCES
ACTIONS DE VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPERIENCE
ACTIONS DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE



Aider les auditeurs en situation de handicap :
handi.cnam.fr

Équipe pédagogique nationale
Droit et immobilier
2, rue Conté - 75003 Paris
droit.cnam.fr

Contacts

Roza Ait Medri - 01 40 27 25 56
Yasmina Nabbach - 01 58 80 87 93
par_cnam.droit@lecnam.net